

# Indirect Tax news

## **CE, 1<sup>er</sup> octobre 2015, n°369846, Société Edenred – TVA / Revenus financiers accessoires (non)**

La société Edenred France exerce une activité d'émission et de vente de titres-restaurant. A ce titre, cette société encaisse l'intégralité des fonds correspondant à la valeur faciale des titres et place ces sommes auprès d'un établissement financier. La société a fait une réclamation considérant qu'elle avait impacté à tort son prorata de déduction de taxe sur la valeur ajoutée alors que les recettes correspondantes devaient être qualifiées de revenus financiers accessoires.

Le Conseil d'Etat confirme la position de la Cour d'appel de Versailles en affirmant que « ces opérations, indissociablement liées à l'activité d'émission et de cession de titres-restaurant en constituent non seulement le prolongement direct et permanent, mais aussi le prolongement nécessaire, la double circonstance qu'elles ne sont pas rendues obligatoires par la réglementation et qu'elles ne conditionnent pas la rentabilité de la société émettrice étant à cet égard indifférente ». **Ce faisant, le Conseil d'Etat limite une fois de plus la notion de revenus financiers accessoires en supprimant notamment le critère de « complément indispensable de l'activité économique taxable » autrefois utilisé (CE, 21 octobre 2011, N° 315469, SNC Ariane).**

## **CE, 9 octobre 2015, n° 371794, Bayer Cropscience – TVA / Territorialité et bénéficiaire effectif**

La société Bayer Cropscience a conclu un contrat cadre prévoyant la concession de droits avec la société The Scotts Company (US), et a considéré que le lieu de ces prestations n'était pas situé en France. A l'issue d'une vérification de comptabilité, l'administration fiscale a estimé que les droits concédés avaient été acquis, non par la société The Scotts Company, mais par la filiale française Scotts France Holding SARL, et a considéré que ces prestations de services devaient être soumises à la TVA en France.

Le contrat prévoyait, notamment, au point 1, que la société Rhône Poulenc Agro (Bayer Cropscience) s'était engagée à concéder des droits incorporels notamment aux « sociétés affiliées de Scotts » et que la clause 4 de ce contrat, intitulée « Paiement par les filiales d'achat », prévoyait qu'en contrepartie des droits d'accès qui leur étaient conférés, les « filiales d'achat » s'engageaient à en payer le prix.

Aucune facture n'avait été émise entre les sociétés en exécution du contrat et la filiale française avait comptabilisé les droits incorporels à son actif et payé directement une partie du prix.

Le Conseil d'Etat confirme la position de la Cour d'appel en jugeant « que la société Scotts France Holding SARL a été le bénéficiaire effectif d'une partie des droits concédés par la société Rhône-Poulenc Agro, dont elle a acquitté le prix auprès de cette dernière conformément aux stipulations du contrat de concession [...] et que le lieu de cette prestation se trouvait, dès lors, en France ». **La notion de bénéficiaire effectif est analysée pour la première fois par le Conseil d'Etat. Si le recours à la notion de bénéficiaire effectif devait être confirmé, il s'agirait d'une position à valider au regard de la jurisprudence communautaire rendue en matière de publicité (CJUE 5 juin 2003 affaire C-438/01, Design concept SA). Par ailleurs, une telle décision crée de l'insécurité juridique dans les transactions.**

## **Comité de la TVA, 20 octobre 2015 – Publication des nouvelles orientations du Comité de la TVA suite aux réunions du 30 mars 2015, du 20 avril 2015 et du 4-5 juin 2015**

[http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/resources/documents/taxation/vat/key\\_documents/vat\\_committee/guidelines-vat-committee-meetings\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/vat/key_documents/vat_committee/guidelines-vat-committee-meetings_fr.pdf)

## **Télépaiement de la TVA : nouveautés**

**A partir du 28 octobre 2015**, le seul format de compte bancaire autorisé pour réaliser le télépaiement de la TVA est le format européen SEPA B to B. Les entreprises qui sont déjà enregistrées sur impots.gouv.fr pour réaliser le paiement de la TVA n'ont aucune démarche à accomplir en principe, l'Administration ayant mis à jour automatiquement les informations à sa disposition. Cependant, il est conseillé aux entreprises de vérifier les informations reprises par l'Administration au 28 octobre 2015.

**A partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015**, il sera possible d'utiliser un compte bancaire étranger s'il est conforme au format européen SEPA B to B. Les entreprises étrangères qui possèdent un compte bancaire de ce type devront par conséquent télépayer la TVA à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et effectuer les démarches nécessaires sur le site.

## **Projet de loi de finances pour 2016**

**Ventes à distance (art. 3)** : abaissement de 100 000 € HT à 35 000 € HT du seuil de déclenchement de la taxation à la TVA en France avec la volonté des députés d'élargir le dispositif aux groupements d'opérateurs et aux distributeurs.

**Lutte contre la dissimulation de recettes à la TVA (art. 38)** : pour lutter contre la fraude consistant à utiliser des logiciels ou systèmes de caisse permissifs qui permettent d'occulter une partie des recettes, il serait instauré une obligation légale d'utilisation d'un logiciel ou d'un système sécurisé d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette obligation serait formalisée par la présentation d'une attestation d'homologation par un tiers habilité à conduire des audits de « certification du haut niveau de sécurité » ou par la présentation d'une attestation individuelle de l'éditeur du logiciel. En cas de contrôle inopiné, l'entreprise défaillante s'exposerait à une amende de 5 000 € et à l'obligation de se mettre en conformité dans un délai de 60 jours.

Ce projet en cours d'adoption peut encore être amendé.

## Contacts

Michel Guichard  
 Email : mguichard@taj.fr

Odile Courjon  
 Email : ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin  
 Email : bjeannin@taj.fr

William Stemmer  
 Email : wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian  
 Email : nkazandjian@taj.fr

Anne Gerometta  
 Email : agerometta@taj.fr

Vanessa Irigoyen  
 Email : virigoyen@taj.fr

Marie Manuelli  
 Email : mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault  
 Email : dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot  
 Email : mmichenot@taj.fr

# Indirect Tax news

## **Edenred (Conseil d'Etat, 1 October 2015, n°369846) – VAT – Whether “incidental financial supplies” – No**

The company Edenred France carried out an activity consisting of the issue and sale of restaurant vouchers. To this end, the company received the full amount corresponding to the face value of the vouchers and invested these sums at a financial establishment. The company made a reclaim arguing that it had wrongly reduced its VAT partial exemption ratio and that the income from the investments should be considered as relating to “incidental financial supplies”.

The *Conseil d'Etat* upheld the decision of the Court of Appeal of Versailles in confirming that “these transactions, inseparably linked to the activity of issuing and selling restaurant vouchers by constituting not only the direct and permanent extension, but also the necessary extension, neither the fact that they are not required by regulations, nor the fact that they are not necessary for the issuing company to be profitable, being relevant.” Thus, the *Conseil d'Etat* has further restricted the concept of incidental financial supplies by removing the previously-used criterion of “indispensable complement of the taxable economic activity” (SNC Ariane, *Conseil d'Etat*, 21 October 2011, n° 315469).

## **Bayer Cropscience (Conseil d'Etat, 9 October 2015, n° 371794) – VAT – Place of supply – Actual beneficiary**

The company Bayer Cropscience concluded an umbrella agreement providing for the granting of rights with The Scotts Company (US) and considered that the place of supply of these services was located outside France. Following an examination of the company's accounts, the French tax authorities formed the view that the rights granted had been acquired not by The Scotts Company but by its French subsidiary Scotts France Holding SARL, and considered that these supplies of services should be subject to French VAT.

The contract provided, in particular, at point 1, that the company Rhône Poulenc Agro (Bayer Cropscience) had agreed to sell intellectual property specifically to “companies affiliated with Scotts” and that clause 4 of the contract, headed “Payment by purchasing subsidiaries” provided that in consideration for the access rights that were granted to them, the “purchase subsidiaries” agreed to pay the corresponding price.

No invoices had been raised by the companies in the furtherance of the contract and the French subsidiary had included the intellectual property as an asset on its balance sheet and had paid part of the price directly.

The *Conseil d'Etat* upheld the decision of the Court of Appeal in holding “that the company Scotts France Holding SARL was the actual beneficiary of a part of the rights granted by the company Rhône-Poulenc Agro, for which it paid the price to that latter as stipulated in the concession contract [...] and that the place of supply of this service was, therefore, in France.” The concept of “actual beneficiary” was analysed for the first time by the *Conseil d'Etat*. If the use of this concept of actual beneficiary should be confirmed, this position should be validated with the position of the CJEU concerning advertising services in the Design Concept SA case (CJEU, 5 June 2013, case C-438/01). Furthermore, such a decision casts uncertainty on the transactions.

## **VAT Committee, 20 October 2015 – Publication of new VAT Committee guidelines resulting from the meetings of 30 March 2015, 20 April 2015 and 4-5 June 2015**

[http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/resources/documents/taxation/vat/key\\_documents/vat\\_committee/guidelines-vat-committee-meetings\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/vat/key_documents/vat_committee/guidelines-vat-committee-meetings_en.pdf)

## **Electronic VAT payments: new developments**

**Since 28 October 2015**, the bank account format authorised to make electronic VAT payments is the European format SEPA B to B. Businesses which are already registered at [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) to make VAT payments have, in principle, no particular action to take, as the French tax authorities have automatically updated the data that they held. However, it is recommended that businesses check the information updated by the French tax authorities on 28 October 2015.

**From 1 December 2015**, it will be possible to use a foreign bank account if it complies with the format SEPA B to B. Foreign businesses which have a bank account of this type will be required, as a result, to pay their VAT electronically from 1 December 2015 and to carry out the necessary procedures on the website.

## **Finance Bill 2016**

**Distance sales (Art 3)**: reduction from €100,000 (VAT-exclusive) to €35,000 (VAT-exclusive) of the threshold for triggering VAT taxation in France with the desire of MPs to extend this provision to groups of operators and to distributors.

**Fight against concealment of takings for VAT purposes (Art 38)**: to fight against a type of fraud consisting of using permissive till software or systems allowing the hiding of a part of the takings, a legal obligation will be brought in by 1 January 2018 to use a secure system or software. This obligation will take the form of the presentation of a certificate of approval by a third party authorised to carry out audits of “certification of a high level of security” or by the presentation of an individual certificate provided by the publisher of the software. In the event of a spot-check, non-compliant businesses would face a fine of €5,000 and would be required to come into compliance within 60 days.

This bill is currently going through the legislative process and could yet be amended.

## **Contacts**

**Michel Guichard**  
Email: [mguichard@taj.fr](mailto:mguichard@taj.fr)

**Odile Courjon**  
Email: [ocourjon@taj.fr](mailto:ocourjon@taj.fr)

**Bertrand Jeannin**  
Email: [bjennin@taj.fr](mailto:bjennin@taj.fr)

**William Stemmer**  
Email: [wstemmer@taj.fr](mailto:wstemmer@taj.fr)

**Nicolas Kazandjian**  
Email: [nkazandjian@taj.fr](mailto:nkazandjian@taj.fr)

**Anne Gerometta**  
Email: [agerometta@taj.fr](mailto:agerometta@taj.fr)

**Vanessa Irigoyen**  
Email: [virigoyen@taj.fr](mailto:virigoyen@taj.fr)

**Marie Manuelli**  
Email: [mmanuelli@taj.fr](mailto:mmanuelli@taj.fr)

**Delphine Nicault**  
Email: [dnicault@taj.fr](mailto:dnicault@taj.fr)

**Mélanie Michenot**  
Email: [mmichenot@taj.fr](mailto:mmichenot@taj.fr)

NEUILLY • BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE